



Malveillance, mère de l'administration ?

Notre vieille institution pyramidale et encroûtée aurait bien besoin de se poser des questions.

Les rentrées se succèdent et la violence semble presque devenir un fonctionnement légitime. Les pratiques malveillantes semblent devenir de plus en plus fréquentes et assumées par la hiérarchie de terrain.

Seraient-elles commanditées de plus haut ? Pourquoi ne semblent-elles pas combattues ? Notre nouveau modèle social est-il en marche lui aussi ? En tout cas, cela ressemble de plus en plus, à une manière méprisante de considérer les pions du système que nous sommes !

Les façons agressives de s'adresser aux salariés, par écrit (mails injonctifs sans formule de politesse), d'humilier des collègues en public, de faire de la diffamation. Les personnalités agressives qui soudainement explosent et ne se rétractent que derrière une « impétuosité innée » pour justifier leurs pratiques...

Que se passe-t-il quand la hiérarchie laisse libre cours à son besoin de pouvoir, de domination sans complexe ?

Elle ne souhaite pas comprendre le conflit ; il ne doit pas y en avoir ! Il n'y a qu'un chef : « *c'est moi ! , c'est moi qui décide !* ».

Alors, que faisons nous, nous les

pions ? Nous aussi on se rétracte derrière ce que l'on est parce qu'on se protège et si c'est quelqu'un de fragile (un nouveau prof contractuel, comme il y en a tant en Guyane, sans formation ou presque) : il/elle prend exemple, observe et fait comme si parce que le lendemain il/elle peut disparaître.



Ne reste donc que peu de solutions : faire pareil avec ceux qui sont « *égaux ou en dessous* » : les collègues et les élèves ; refuser cet état de fait au risque de se marginaliser, feindre l'indifférence, déprimer sans le savoir...

Sans dialogue possible, il n'y a pas beaucoup de réponses positives à la malveillance, l'agressivité, l'infantilisation !

La malveillance se trouve à tous les échelons, hiérarchiques et administratifs, elle est totalement contre-productive. Si chacun-e se penchait sur sa manière d'agir au monde, laissait la place à chacun-e pour l'expression sans pression, sans infériorisation, il est à parier

que les agent-e-s que nous sommes auraient plus de plaisir, plus d'entrain, plus de motivation à venir enseigner, s'occuper des jeunes tous les jours et seraient plus efficaces dans la transmission des savoirs.

Émanation de la République française, l'École a oublié ce qui est écrit sur son fronton : « **liberté, égalité, fraternité** ». Que sommes-nous quand aucun de ces trois concepts n'est plus ce qui fonde notre relation à l'administration ?

Sud Education Guyane continuera de dénoncer ces pratiques violentes et malveillantes et nous ne laisserons pas l'administration agir en toute illégalité quand elle nous demande à nous, les pions, de répondre de chacun de nos actes, de chacune de nos paroles et nous traite comme des sous-humains incapables de penser.

Sommaire.

Stage pédagogie émancipatrice	p.2
La visite de Macron.....	p.2
Maripa-Soula, un collège hors-norme.....	p.3
Solidaire Guyane : le retour.....	p.4
Services civiques.....	p.4

Formations syndicales

La pédagogie a pour but, non pas de mieux faire la classe, mais de transformer le monde, transmettre aux générations à venir des outils pour s'émanciper en devenant autonomes, capables de faire ses propres choix à tout instant, dans un monde et des relations toujours nouveaux, en transformation perpétuelle.

Nous souhaitons permettre à chacun-e de nous de conscientiser que notre relation au(x) savoir(s) est le lieu de l'acceptation ou du refus des fatalités et que c'est ainsi que nous nous libérons.

Ce stage proposera des pratiques pour chacun-e de nous, pédagogues et êtres humains, apprenant-e-s tout autant qu'élèves.

Stage pédagogies émancipatrices

Cette année, nous serons plus ancré-e-s dans la richesse locale, la diversité de la Guyane, d'origines, de langues...

C'est par la préhension et la captation de pratiques éprouvées et à transformer (au sens d'acquérir et d'améliorer) que nous vous invitons à construire ensemble un sens à notre enseignement.

Dates du stage :

14, 15, 16 mars 2018 à Cayenne (lieu à préciser)

19, 20, 21 mars à Saint-Laurent-du -Maroni (lieu à préciser)

Pour participer, 2 étapes :

1. Faire parvenir une demande de congé pour formation syndicale auprès de votre supérieur hiérarchique (IEN ou chef

d'établissement) au moins un mois avant le stage (modèle à imprimer sur notre site internet).

2. Envoyer un mail à sudeducguyane@laposte.net avec pour objet "Inscription stage pédagogies" en indiquant vos nom, prénom, qualité (grade, discipline, ...) et établissement d'exercice.



Accords de Guyane

La légitimité selon Macron

Tout le monde a suivi la houleuse visite présidentielle de novembre dernier, le président Macron refusant de reconnaître une autre légitimité que celle des élus et des organisations syndicales majoritaires. Manifestations, heurts devant la préfecture, conférences de presse du KPLD, nombreuses furent les occasions pour les voix de la mobilisation de se faire entendre... en vain. Le Collectif n'a obtenu aucune audience avec le président. Il est même désavoué dans sa légitimité à participer au Comité de suivi, instance de mise en place des Accords de Guyane.

Les enjeux des Accords pour l'éducation sont importants :

- 400 millions d'€ pour les constructions scolaires (premier

Les conséquences de la visite de Macron

et second degré)
- 40 millions d'€ pour les internats
- 6 millions d'€ pour la consolidation du master MEEF en alternance
- 3 millions d'€ pour le développement des ILM dans l'Académie
- 3 millions d'€ pour le développement du numérique dans l'académie
Et d'autres mesures encore, que nous ne détaillerons pas ici.

Depuis la signature des Accords, aucune réunion du Comité de suivi n'a eu lieu concernant l'Éducation.

Les organisations syndicales, associations de parents d'élèves et collectifs lycéens et citoyens faisant partie du KPLD ne sont plus considérés comme des

partenaires pouvant siéger au Comité de Suivi alors que LES ACCORDS ONT ÉTÉ SIGNÉS ET NÉGOCIÉS PAR LEURS MEMBRES.

Le pôle éducation était pourtant composé du collectif Lawa, de SUD éducation Guyane, du STEG UTG, de la FAAPEG, du collectif des 100 000 étudiants debout, du collectif lycéen des Lumineux, des parents d'élèves de Camopi, du Mouvement des Enseignants Citoyens de Saint Laurent, de L'école dans la rue, et d'autres encore.

Tout mène à penser que la mise en place des accords se fera entre les élus, les représentants de l'état et les deux syndicats majoritaires : la FSU et l'UNSA.

Youpi la démocratie !

Vie scolaire

Avec environ 700 élèves, dont une centaine d'internes venus en majorité des villages amérindiens (Taluen, Antecume, Pidima, Elahé et Kayodé) et des CAP, le collège de Maripa-Soula est le plus gros collège en amont de Saint-Laurent et un des rares collèges français à posséder un internat. La plupart des enseignants du collège sont des contractuels. Très peu restent au delà de deux ou trois ans. Il faut dire que les conditions de vie n'y sont pas faciles : logements insalubres, cambriolages fréquents, isolement de la ville... Mais ce qui rend vraiment impossible la vie au collège, ce sont les conditions d'enseignement, que compense largement la bonne humeur des élèves.

Les problèmes matériels sont fréquents.

Certains problèmes sont dus à la situation géographique du collège (accès à internet ou à Pronote), mais d'autres sont plus difficilement explicables. Depuis le mois de septembre, certaines salles sont privées de lumière. Dans d'autres, la porte ne ferme pas, ce qui a causé de nombreux vols. La moitié au moins des climatisations ne fonctionne pas, transformant notamment le CDI en fournaise. Dans certaines salles de sciences et d'arts plastiques les robinets sont fermés et il n'y a donc pas d'eau. A la cuisine des CAP, les livraisons de nourriture sont systématiquement en retard ou disparaissent, les enseignants doivent faire des cours de cuisine sans ingrédients. Chaque jour, le papier manque à la photocopieuse, et aller le réclamer revient à s'exposer à des

Maripa-Soula, un collège hors-norme.

récriminations sans fin sur « *les professeurs qui volent le papier* ». L'année dernière, l'absence de nettoyage dans les salles pendant plus d'un mois et la présence de crottes de chauve-souris a mené les professeurs à faire valoir un droit de retrait.

D'autres problèmes existent...

Ils sont moins visibles pour les enseignants mais compliquent pourtant la vie quotidienne des élèves. Leurs toilettes sont sans savon ni papier-toilette. Lorsqu'ils n'ont pas cours, beaucoup trop d'élèves errent dans le collège. Les surveillants, trop peu nombreux, ont beaucoup de mal à contrôler la salle de permanence et en sont parfois réduits à organiser des permanences extérieures afin de surveiller à la fois la cour et les élèves et ont parfois des difficultés à intervenir à temps en cas de bagarre. Pour ces raisons, il est fréquent que des élèves demandent à venir en cours, même d'un autre niveau, quand ils ont un trou dans leur emploi du temps. Les absences ne sont jamais signalées aux parents et certains apprennent même en réunion parent-professeur que leur enfant est exclus.

La palme revient bien sûr à l'internat, dont on parle chaque année dans la presse quand un interne se suicide, après une crise de « baclou », ou quand Emmanuel Macron vient le visiter pour en promettre un nouveau (promesse qui ne coûte pas cher, il aurait du être terminé il y a déjà trois ans !). La vie au quotidien y est pourtant très difficile. A onze ans, les élèves des villages amérindiens sont retirés de chez eux. Ils vivent au collège et à l'internat, dans lequel il n'y a rien à faire en dehors de quelques

activités organisées par les professeurs volontaires. La cantine n'a pas assez de couverts et il arrive régulièrement que des élèves se plaignent de ne pas avoir mangé, ou de ne pas avoir dormi à cause du bruit (l'internat est au bord du fleuve, non loin des boîtes de nuit surinamiennes). Des rumeurs circulent selon lesquelles la nourriture de la cuisine finirait parfois dans des frigos privés, mais comme toute rumeur, elles sont difficiles à vérifier, car en l'absence de communication claire, les bavardages et les informations contradictoires se multiplient.

A entendre l'administration, il n'y aurait aucun problème.

S'il y en avait ils ne sont pas de son ressort (une réponse qui fait avancer les choses !). Face à cette situation, les élus au CA ont refusé de voter le budget. En réponse, la direction menace d'annuler le voyage des élèves sur le littoral. Une trentaine de membres de l'équipe pédagogique a envoyé une lettre au rectorat, espérant faire avancer les choses, mais ce dernier reste muet. Les demandes d'ouverture d'un collège en pays amérindien et d'un lycée à Maripa-Soula restent aussi sans réponses.

Cette situation dure depuis trop longtemps et pèse sur le climat scolaire. Nos élèves en sont les principales victimes et se trouvent pour beaucoup en grande difficulté quand après le collège ils vont étudier sur le littoral. Ils méritent mieux que ça.



Solidaires Guyane : le retour !

internationale.

Oui mais en Guyane ?

En Guyane, cette union est composée - actuellement - de SUD énergie, SUD PTT, SUD CT (CTG, Mairies, etc.), SUD éducation, Solidaires Finances publiques, Snupfen Solidaires (ONF), SNJ (presse), Solidaires Douanes. La création de SUD Santé Sociaux et Solidaires étudiant-e-s est en cours...

Concrètement ?

Après plusieurs réunions, les syndicats SUD-Solidaires ont décidé de se retrouver assez régulièrement pour échanger sur l'actualité sociale en Guyane, sur leurs pratiques syndicales mais aussi sur les moyens d'action mis en œuvre par Solidaires Guyane pour lutter contre toutes les réformes anti-sociales du gouvernement actuel. Pour nous, membres de SUD éducation, il est primordial que Solidaires Guyane

soit de retour au sein du mouvement social local (associations, syndicats, collectifs, etc.). En effet, l'union des syndicats SUD-Solidaires permettrait, dans l'unité avec les autres centrales syndicales de Guyane, la construction d'un rapport de force plus efficace.

Actuellement, les syndicats SUD-Solidaires se battent, entre autres, contre la généralisation des contrats précaires dans leurs sections respectives. SUD éducation, par exemple, vient de lancer une campagne au sein des établissements scolaires contre l'engagement des services civiques : le paroxysme de la précarité !

Pour le développement d'un syndicalisme de transformation sociale, rejoignons Solidaires Guyane et ses syndicats SUD-Solidaires !!!

solidaires.guyane@laposte.net

Services civiques ?

La précarité incarnée

Les services civiques ne sont pas des contrats de travail, ils sont assimilés au service national. Ils ne peuvent s'étendre que sur une durée de 6 à 12 mois, non renouvelables. Ils ne bénéficient ni du droit de grève, ni du droit de retrait et ne cotisent pas à l'assurance chômage.

Retour au travail des mineurs des classes défavorisées

Ils sont proposés à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme ou de poursuite d'études. Ils n'incluent aucune formation. Exploiter un service civique, c'est ne pas employer un-e salarié-e alors qu'il y a actuellement 22,3

Pour SUD éducation, c'est NON !

% de chômage en Guyane.

Acceptation de salaires inférieurs au seuil de pauvreté

Le salaire est de 580 euros mensuels pour un travail allant de 24 à 48h hebdomadaires (de 24 à 35h pour les mineurs).

Multifonction mais aucune formation

Les services civiques devaient être mis en place dans le secondaire,

associés au décrochage scolaire. MAIS comme ils n'ont AUCUNE mission précise, ils sont affectés, sans formation, à toutes les tâches où l'on manque de personnel.

